



La Suisse accusée de ne pas tenir ses engagements climatiques

INVESTISSEMENTS La Confédération aurait soutenu des exportations vers sept projets exploitant des énergies fossiles à l'étranger après 2022, violant un engagement pris à la COP de Glasgow, affirment deux ONG. Deux de ces projets problématiques ont effectivement été soutenus, répond la Confédération

SÉBASTIEN RUCHE
X @sebruché

En novembre 2021, durant la COP de Glasgow, la Suisse s'est engagée, avec 33 autres pays, à arrêter de financer des projets d'exploitation d'énergies fossiles à l'étranger dès fin 2022. Lundi, deux ONG ont affirmé que la Confédération a néanmoins soutenu par la suite sept projets d'énergies fossiles, principalement dans des pays émergents, en apportant une garantie à l'exportation de plus de 3 milliards de francs. Les deux organisations, Campax et Drop Fossil Subsidies, ont déposé lundi une pétition appuyée par 10 000 signatures devant l'agence fédérale qui fournit cette assurance contre les risques à l'exportation, la SERV. Cette dernière répond que seuls deux de ces projets contredisent les engagements pris à Glasgow et que les exportateurs suisses impliqués dans ces chantiers ont reçu des garanties publiques de l'ordre de 600 millions de dollars.

La Confédération privilégie-t-elle ses intérêts économiques au détriment de ses engagements climatiques? Oui, dénoncent Drop Fossil Subsidies (qui milite pour l'abolition des subventions aux énergies fossiles) et Campax, qui se présente comme le plus grand mouvement citoyen suisse et qui s'est impliqué ces dernières années dans la défense des droits de l'homme en Palestine, pour un projet de familles d'accueil pour les réfugiés ukrainiens ou contre l'organisation de play-off dans le football professionnel suisse.

Lignes directrices affaiblies

Les deux ONG affirment que la Suisse est le seul pays qui a augmenté son soutien aux énergies fossiles, parmi les 34 signataires du Clean Energy Transition Partnership, à Glasgow. En outre, la Confédération a affaibli la façon dont elle applique ce partenariat, pour assurer tout projet qui serait dans les intérêts de la Suisse, «avec la bénédiction du ministre de l'économie Parmelin et du secrétaire général du conseiller fédéral Rösti», détaillent les ONG.

Contactée, la SERV reconnaît deux projets problématiques au regard de cet engagement pris lors de la COP: l'un au Turkménistan, l'autre au Vietnam, pour des expositions respectives de 290 et 293 millions de dollars. Soit moins de 600 millions au total, loin des 3 milliards avancés par les activistes.

L'agence fédérale précise avoir donné son accord de principe à deux projets fin 2022, soit avant la période de mise en œuvre de la COP26 (l'un de ces projets a en outre été compté deux fois par les ONG). Une autre livraison de matériel suisse vise à l'amélioration de centrales à gaz en Irak et à une réduction de leurs émissions, ce qui place cette opération hors champ de la COP, précise encore la SERV, tandis qu'une centrale britannique qui a bénéficié d'équipements made in Switzerland est trop petite pour faire l'objet d'un examen selon les règles définies à la COP.

«Vision à court terme» contre pragmatisme

En pratique, la SERV assure la vente de biens essentiellement industriels à l'étranger, en particulier dans des pays plus difficiles ou pour des longues durées, deux aspects qui dissuadent les assureurs privés d'offrir une couverture. Ces projets étant en cours, aucune garantie n'a été tirée, détaille la SERV, qui précise fournir ses financements sur la base des primes payées par les entreprises ayant recours à ses services, pas avec l'argent du contribuable. L'agence a émis pour 2,6 milliards de francs de nouvelles polices d'assurance destinées aux exportateurs suisses en 2023, contre 3,3 milliards en 2022, selon son rapport annuel.

Alors, les objectifs économiques sont-ils passés avant le climat? C'est ce que dénonce Campax, y voyant «une vision à très court terme», par laquelle «le gouvernement fédéral continue à faire avancer la crise climatique». Du côté de l'administration, on relève que l'assurance contre les risques à l'exportation vise à créer ou maintenir des emplois en Suisse et à promouvoir les exportations suisses.

Relativement autonome, la SERV précise qu'elle respecte les normes de la politique extérieure et climatique de la Suisse, notamment selon les lignes directrices établies par l'OCDE. L'agence, qui comptait 86 collaborateurs en 2023, n'assure plus de projets à base de charbon, de pétrole et de tourbe, mais peut soutenir des exportations vers des centrales à gaz modernes si elles participent à la transition énergétique. La contribution du gaz à la transition fait l'objet d'un débat au niveau international, certains estimant qu'il pollue exagérément. Comme le nucléaire, le gaz a été reconnu comme énergie durable, sous certaines conditions, par la taxonomie verte de l'Union européenne.

D'après nos informations, le conflit d'objectifs entre les intérêts économiques et la protection du climat a été clairement identifié et discuté concernant les deux projets finalement soutenus. La décision de les assurer n'a pas reçu d'objection de la part de la Confédération. ■